

Face à l'urgence climatique, les chercheurs sont trop peu engagés politiquement

L'ECHO – François Gemenne – 05/03/22

Politiste. Auteur principal pour le GIEC, enseignant Sciences Po à la Sorbonne et à l'ULB

Extraits. Article complet réservé aux lecteurs inscrits gratuitement à L'Echo.

<https://www.lecho.be/opinions/carte-blanche/face-a-l-urgence-climatique-les-chercheurs-sont-trop-peu-engages-politiquement/10371446.html>

Les chercheurs se plaignent de ne pas être écoutés. Mais veulent-ils vraiment se faire entendre? La posture neutre du GIEC n'est plus tenable au regard des enjeux.

Ce lundi 28 février, le GIEC a dévoilé le deuxième volet de son rapport d'évaluation, qui porte sur les impacts du changement climatique et la nécessaire adaptation à ces impacts. Comme auteur de ce rapport, j'ai donc reçu de la part du bureau de presse du GIEC **les éléments de langage à communiquer aux médias** à l'occasion de la sortie du rapport. Partout il était rappelé l'importance de la neutralité et de ne pas apparaître comme militant. Y compris sur le sujet de la guerre en Ukraine: il était jugé "totalement inapproprié de dire quoi que ce soit à propos de cette situation", l'important était de "rester neutre".

Neutralité intenable

On comprend bien le souci des communicants du GIEC **que l'organisme ne prête pas le flanc à des accusations de partialité**. Mais cette posture de neutralité, y compris sur un sujet comme celui de la guerre en Ukraine, est-elle encore tenable aujourd'hui?

Car je sens aussi, chez mes collègues du GIEC, **la frustration de ne pas être écouté**, comme [les scientifiques du film "Don't Look Up"](#). Il y a quelques semaines, j'avais été sollicité pour signer une tribune de 1.400 scientifiques qui appelaient à ce que **les questions de climat et d'environnement soient davantage discutées dans la campagne électorale française**. Je ne l'avais pas signée, pour deux raisons. D'abord parce que j'estimais être juge et partie, puisque j'avais accepté de présider le comité scientifique de la campagne de Yannick Jadot, mais surtout parce que **la tribune me semblait timorée au regard de l'urgence à agir**.

Car enfin, sans vouloir trop me risquer à parler en son nom, je pense que le climat se fiche un peu que l'on parle de lui dans les campagnes électorales. La seule chose qui compte, ce seront les politiques menées. Et la tribune s'enfermait dans une troublante neutralité, comme si la gauche et la droite se valaient en matière de lutte contre le changement climatique, **comme si les programmes étaient interchangeables**. Comme si l'important était simplement qu'on en parle. Bien sûr le climat est une question essentielle pour nos démocraties, et je suis le premier à déplorer que cet enjeu n'occupe pas une place centrale dans la campagne.

Mais cela ne suffit pas: il faut choisir. Et à ce titre, je suis assez désemparé de voir tant de mes collègues refuser de prendre parti dans le débat public. Comme s'il s'agissait d'une compromission indigne, d'une tache sur un parcours académique. Je comprends bien sûr les raisons – multiples – qui peuvent amener les chercheurs à rester au balcon: la crainte de ne plus être perçus comme axiologiquement neutres, le regard des collègues qui auraient des positions différentes, la violence du débat public... Mais quand même: **peut-on crier à l'incendie, mais répugner à aider les pompiers qui tentent de l'éteindre?** Est-ce une position qui est moralement défendable?

Faire évoluer le GIEC

La posture du GIEC lui-même, qui consiste à informer les politiques publiques, mais sans en prescrire aucune (« policy-relevant but not policy-prescriptive »), est-elle encore tenable aujourd'hui, à l'heure où la décision publique se trouve à la croisée des chemins? On peut déplorer la médiocrité scientifique du débat public. On peut déplorer le faible degré d'engagement climatique des politiques. Mais peut-on aussi évoquer le faible degré d'engagement politique des scientifiques?

Il me semble que la question est fondamentale, dans des démocraties où la décision publique devra s'appuyer de plus en plus sur l'expertise scientifique. On peut évidemment postuler la neutralité axiologique de cette expertise, mais de nombreux travaux ont montré que cette neutralité était largement fantasmée. Et surtout, face à l'urgence de la situation, n'est-il pas de la responsabilité des scientifiques de se mouiller davantage? Il me semble que l'urgence de la situation, en ce qui concerne le climat en tout cas, demanderait aux scientifiques de prendre des positions plus engagées. Il ne s'agit pas de leur demander de devenir militants, et encore moins de devenir eux-mêmes décideurs, mais de prendre une plus grande part au débat public.

Quant au GIEC, il me semble qu'il peut accepter que sa mission première, qui consistait à formaliser le consensus scientifique sur le changement climatique, est largement accomplie. **Ne serait-il pas temps, désormais, de recommander plus directement certaines options politiques?** De se positionner plus ouvertement dans certains débats cruciaux pour les choix politiques futurs? Il est indéniable que les chercheurs sont trop peu écoutés. Mais cherchent-ils vraiment à se faire entendre?